



La Commune



À nouveau, sur la journée du 12 septembre

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 12 – dimanche 27 août 2017

Le 12 septembre, ce sera donc la première journée nationale d'action et de manifestation depuis l'élection de Macron. Nous avons expliqué quelles étaient à notre avis les conditions de son succès et de sa portée. Insistons encore.



Pendant que Mailly-Martinez se concertaient avec le gouvernement sur les futures ordonnances, Macron décidait de porter un premier coup contre les Allocations-logement des étudiants et des familles les plus frappées par le chômage, par la crise et la maladie. Ensuite, il a annoncé la suppression pure et simple de 160 000 emplois aidés. Ces dizaines de milliers de salariés précaires espéraient obtenir un Contrat à Durée Indéterminé (CDI) à l'issue de ces contrats « d'insertion » mis en place par Hollande. Après « l'insertion », la « désinsertion ». Dans le même temps, le gouvernement a annoncé de nouvelles faveurs fiscales pour les plus riches. Comme dans le film *Le Capital* de Costa Gavras, les gouvernants peuvent se vanter d'être « des robins des bois à l'envers ». Prendre aux pauvres pour donner aux riches. Mais, Mailly nous avait dit : « il faut donner sa chance à Macron » Et, surtout : « pas de préjugé défavorable ».

En moins de 100 jours, Macron et son Premier ministre sont rejetés par les deux-tiers au moins des français, selon les sondages. Mais, Mailly ne sait pas encore s'il sera dans la rue le 12 septembre, tandis qu'un fort vent de fronde souffle contre lui au sein de la confédération Force Ouvrière.

Le 12 peut avoir une portée réelle. A condition que les objectifs de la lutte soient clairs, nets et sans bavure : non, il ne s'agit pas, comme le veut la direction centrale de la CGT, de « proposer » un nouveau Code du travail. De justes droits ne se « proposent » pas, ils se revendiquent. Le Code du travail mérite sans doute d'être amélioré en faveur des salariés. Mais, pour ce faire, il doit être maintenu. Or, la loi El Khomri l'a sérieusement entamé. Insistons encore : la loi El Khomri est la matrice des ordonnances que cherche à imposer le gouvernement. Les « généraux » de la CGT, pour leur part, se déclarent « contre la loi XXL ». Cela veut dire qu'ils cèdent sur la loi XL (loi El Khomri).

Pourtant, d'ores et déjà, la loi El Khomri est un levier pour permettre la baisse généralisée des salaires, la liberté de licencier, le remplacement des salariés en CDI par des salariés précaires et sans droits, les

horaires et rythmes de travail infernaux.

D'autre part, les ordonnances Macron ne se borneront pas à « muscler » la loi El Khomri, elles visent la liquidation de la Sécu en mettant fin aux cotisations sociales.

Face à cette offensive, les syndicats sont sommés de choisir

- ou bien, le syndicalisme de « partenaires sociaux » et de « médiateurs » du patronat et de l'Etat participant à la mise à mort du « modèle social » au gré de « propositions »

- ou alors, le syndicalisme de revendication et d'action collective, indépendant de l'Etat, du gouvernement et des partis institutionnels (y compris – France insoumise et son groupe de députés)

Plus on va vers la base des syndicats, plus la volonté de renouer avec le syndicalisme de classe et de masse s'affirme. En témoigne, par exemple (parmi bien d'autres), la pétition du Syndicat des Archives de France CGT, forte de plus de 10 000 signatures à ce jour sur deux exigences imparables : Abrogation totale de la loi El Khomri – A bas les ordonnances.

Si les objectifs sont ceux-là, si la détermination des syndicats CGT FO FSU Solidaires à tous les niveaux est claire, alors, oui, tout est possible.

Le 27 août 2017

Modifié le dimanche 27 août 2017

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>